

**Convention collective régionale**

**IDCC : 937. – INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES, MÉCANIQUES  
ET CONNEXES  
(Haute-Vienne et Creuse)  
(1<sup>er</sup> juin 1977)**

(Etendue par arrêté du 22 juillet 1980,  
*Journal officiel* du 21 septembre 1980)

**ACCORD DU 6 DÉCEMBRE 2012**

**RELATIF AUX SALAIRES ET AUX PRIMES AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2013**

NOR : ASET1350096M  
IDCC : 937

Entre :

L'UIMM de la Haute-Vienne et de la Creuse,

D'une part, et

La CFTC ;

La CFE-CGC ;

La CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Rémunérations annuelles garanties applicables  
à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013**

Les rémunérations annuelles garanties prévues à l'article 6 de l'avenant « Mensuels » de la convention collective de la métallurgie de la Haute-Vienne et de la Creuse sont fixées, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013, par le barème ci-dessous.

Les rémunérations annuelles garanties étant fixées pour la durée légale du travail, leurs montants devront être adaptés en fonction de l'horaire de travail effectif du salarié au cours de l'année.

**Barème des rémunérations annuelles garanties**

Base de 151,67 heures par mois, pour un horaire de travail effectif de 35 heures par semaine.

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	RÉMUNÉRATION annuelle garantie
I	1	140	17 365
	2	145	17 387
	3	155	17 407

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	RÉMUNÉRATION annuelle garantie
II	1	170	17 518
	2	180	17 597
	3	190	17 677
III	1	215	17 842
	2	225	18 180
	3	240	18 753
IV	1	255	19 574
	2	270	20 728
	3	285	21 866
V	1	305	23 312
	2	335	25 545
	3	365	27 789
	3	395	30 125

### **Rémunération minimale hiérarchique**

La valeur du point, base 151,67 heures, pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures est fixée à 5,10 € à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013.

### **Prime de vacances**

Le montant de la prime de vacances est porté à 120 € à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013. Pour les salariés à temps partiel, le montant de cette prime sera réduit *pro rata temporis*.

### **Formalités de dépôt**

Conformément aux articles L. 2231-5 et suivants du code du travail, le présent accord est fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour notification à chacune des organisations représentatives et sera déposé dans les conditions prévues aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail.

Les parties signataires conviennent de procéder aux formalités tendant à l'extension du présent avenant.

Fait à Limoges, le 6 décembre 2012.

(Suivent les signatures.)